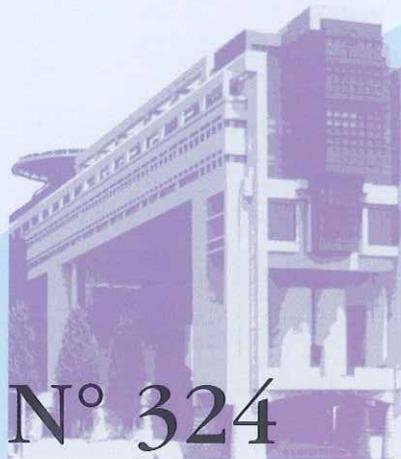


Les Notes Bleues

de Bercy



N° 324

DU 1^{ER} AU 15 MARS 2007

PRIX DE VENTE : 5,50€

DOSSIER : LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

- Les grandes tendances en Europe (2002-2006)
- Le bilan des investissements étrangers en France en 2006
- Les outils de mesure de l'investissement étranger en France

Sommaire

▲ Stratégies économiques internationales

DOSSIER : LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

1 - Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe (une analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006)

L'année 2006 a été marquée par une nouvelle progression des flux d'investissements internationaux, qui ont atteint 1 230 milliards de dollars. Cette évolution positive s'explique par un environnement économique favorable qui a poussé les entreprises à poursuivre leur effort d'investissement. Ce sont les États-Unis et surtout l'Europe de l'Ouest qui absorbent la majeure partie de l'augmentation des flux d'investissements directs. La progression est plus modeste pour les flux en direction des économies en développement.

page 3

2 - Le bilan des investissements étrangers en France en 2006

2006 : année record pour les investissements étrangers en France. Après quatre années de croissance continue, en 2006, 39 998 emplois ont été créés ou maintenus par des entreprises étrangères (+32,7 % par rapport à 2005). Les projets d'investissement, quant à eux, ont crû non seulement en nombre (665), mais aussi en taille moyenne pour dépasser 60 emplois par projet.

Les entreprises européennes sont celles qui continuent d'investir le plus en France. Elles ont généré 64,6 % des créations d'emplois d'origine étrangère, contre 27,2 % pour les entreprises nord-américaines et 7,1 % pour les asiatiques.

En 2006, six régions françaises ont concentré 62 % des créations d'emplois. Dans l'ordre décroissant : Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence - Alpes - Côte d'Azur, Nord - Pas-de-Calais, Midi-Pyrénées, Bretagne.

page 25

3 - Les outils de mesure de l'investissement étranger en France

Les sources statistiques sur l'investissement étranger en France, bien que nombreuses, ne permettent qu'une analyse parcellaire par la nature même de leur hétérogénéité (Banque de France, Insee, Sessi ou encore consultants privés comme Thomson Financial).

Cette diversité de sources a conduit l'AFII à mettre en place dès 1993 son propre outil de mesure : le « bilan AFII ». Il se concentre sur le recensement de l'ensemble des projets d'investissement d'origine étrangère créateurs de plus de 10 emplois durables, voire plus de 50 selon le secteur d'activité, réalisés en France. Il fournit des statistiques détaillées par secteur, fonction, type d'implantation, taille des projets, pays d'origine et régions de destination.

© La rédaction des Notes Bleues de Bercy, mars 2007

Articles de Fabrice Hatem, conseiller économique, Agence française pour les investissements internationaux (AFII), professeur associé à l'École de management de Normandie

page 41

Les Notes Bleues
de Bercy

Revue d'information
du ministère de l'Économie,
des Finances et de l'Industrie.
139, rue de Bercy, Télédéc 536
75572 Paris CEDEX 12
Rédaction : 01 53 18 72 86

Abonnements :

■ à la version numérique (gratuite) :

www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/sabonner.htm

■ à la version papier :

Téléphone : 01 53 18 88 15

Télécopie : 01 53 18 36 41

Tarifs :

France métropolitaine 95 €

Autres destinations 125 €

La reprise d'articles dans la presse

est libre de droits, sous réserve

de la mention de la source

Les Notes Bleues de Bercy, du numéro

de la revue et de sa date de parution.

Date du dépôt légal : à parution.

N° de commission paritaire : 1010 B 0747

ISSN 1168-9021

N° 324

du 1^{er} au 15 mars 2007

Dossier

«Les investissements internationaux»

Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe (Analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006) (p. 3)

Le bilan des investissements étrangers en France en 2006 (p. 25)

Les outils de mesure de l'investissement étranger en France (p. 41)

Documents consultables sur Internet

www.minefi.gouv.fr/notes_bleues/recherche

Saisir le numéro de la revue (324) et cliquer sur le titre du présent dossier

◆ *Rapport 2006 sur l'investissement international en Europe*, F. Hatem, AFII

Site utile

◆ Le portail de l'AFII
www.afii.fr/France/?l=fr

NBB n°324 (1^{er} au 15 mars 2007)

Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe

(Analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006)

L'année 2006 a été marquée par une nouvelle progression des flux d'investissements internationaux, qui ont atteint 1 230 milliards de dollars. Cette évolution positive s'explique par un environnement économique favorable qui a poussé les entreprises à poursuivre leur effort d'investissement. Ce sont les États-Unis et surtout l'Europe de l'Ouest qui absorbent la majeure partie de l'augmentation des flux d'investissements directs. La progression est plus modeste pour les flux en direction des économies en développement.

En Europe, le marché de l'investissement internationalement mobile a représenté en moyenne 2 800 projets et au minimum 180 000 emplois créés par an au cours des cinq dernières années. En 2006, on a enregistré plus de 225 000 créations d'emplois et 3 885 projets et la principale région d'origine des projets, en termes d'emplois créés, est, de loin, l'Europe de l'Ouest (55,4 %), suivie par l'Amérique du Nord (26,5 %).

Les pays d'Europe de l'Ouest ont capté, entre 2002 et 2006, près des trois-quarts des projets des firmes multinationales en Europe. Ils conservent en effet de bonnes positions sur les activités de services à forte valeur ajoutée et les industries de l'innovation, ainsi que sur les activités dont la localisation est liée à la proximité du marché. Les pays d'Europe de l'Est ont, quant à eux, bénéficié d'un afflux de projets de production manufacturière, notamment dans le secteur automobile et les autres industries de main d'œuvre.

© La rédaction des Notes Bleues de Berçy, mars 2007

Les grandes tendances des investissements internationaux en Europe : une analyse à partir des bases de données AFII pour la période 2002-2006

Fabrice Hatem, conseiller économique, Agence française pour les investissements internationaux (AFII)¹, professeur associé à l'École de management de Normandie

L'année 2006 a été marquée par une nouvelle progression des flux d'investissements internationaux, qui ont atteint 1 230 milliards de dollars, soit un chiffre presque équivalent au sommet atteint en 2000. La chute des années 2001-2002 est donc derrière nous.

Malgré la concurrence croissante des pays émergents et en transition, cette progression a largement profité aux pays développés et notamment à l'Europe de l'Ouest. Le montant record des fusions-acquisitions internationales, dont la plus grande partie concerne le rachat de firmes originaires des pays industrialisés, mais aussi le dynamisme des flux de projets « greenfields » créateurs d'emplois vers ces pays, expliquent cette évolution favorable.

Au sein de l'Europe, l'analyse des données recueillies par les observatoires de l'AFII sur la période 2002-2006 fait apparaître les conclusions suivantes :

1. Le marché de l'investissement internationalement mobile en Europe a représenté en moyenne 2 800 projets et au minimum 180 000 emplois créés par an² au cours des cinq dernières années. Il a connu une forte progression en termes de nombre de projets depuis 2002, et une reprise en termes d'emplois créés depuis 2005, qui s'est poursuivie en 2006.

2. La principale région d'origine des projets, toujours en termes d'emplois créés, est, de loin, l'Europe de l'Ouest, suivie par l'Amérique du Nord. La contribution des investisseurs asiatiques est plus limitée, mais en croissance tendancielle, surtout depuis 2005. On observe une certaine diversité des profils d'investissement selon les pays d'origine, les délocalisations massives vers l'Est dans le manufacturier allemand contrastant par exemple avec le maintien d'importants investissements de services et de haute technologie américains en Europe de l'Ouest.

3. L'investissement est dominé, en termes d'emplois créés, par les projets de production (68 % du total). Par contre, la part des fonctions d'appui tertiaire est beaucoup plus élevée en termes de projets (64,5 %). L'écart entre ces deux chiffres s'explique par une taille unitaire beaucoup plus élevée des projets de production.

4. La majeure partie des emplois créés (78,3 %) l'ont été dans l'industrie manufacturière, les secteurs de l'automobile et de l'équipement électronique représentant à eux seuls 37,3 % du total. Les années récentes ont cependant été marquées par une progression des secteurs de services et des logiciels.

5. Les pays d'Europe de l'Ouest ont capté, entre 2002 et 2006, près des trois-quarts des projets des firmes multinationales en Europe. Ils conservent en effet de bonnes positions sur les activités de services à forte valeur ajoutée et les industries de l'innovation, ainsi que sur les activités dont la localisation est liée à la proximité au marché.

6. Les pays d'Europe de l'Est ont bénéficié d'un afflux de projets de production manufacturière, notamment dans le secteur automobile et les autres industries de main d'œuvre. Ce phénomène doit cependant être relativisé en tenant compte du fait que le contenu moyen en qualifications et en valeur ajoutée des emplois créés par ces projets est sensiblement inférieur à celui des emplois créés en Europe de l'Ouest (ouvrier d'usine vs ingénieurs, chercheurs et cadres).

¹ Les données des observatoires AFII présentées dans cet article ont été rassemblées par Dioline Dorvil et Nadechda Musshafen.

² Sur la base d'une comptabilisation partielle des emplois créés par projet. Les sondages et évaluations réalisés conduisent à estimer le taux de couverture des observatoires en termes d'emplois à environ 50 %.

I – Poursuite de la reprise de l'investissement international en 2006

L'année 2006 a été marquée par une nouvelle progression des flux d'investissements internationaux, et ce, quel que soit l'indicateur utilisé : statistiques dite « d'IDE » (investissement direct à l'étranger) issues des balances des paiements, fusions-acquisitions internationales, projets « greenfields » et créations d'emploi à l'étranger.

1 - Un environnement favorable

Cette évolution positive s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs favorables à l'investissement :

- *Une conjoncture macroéconomique bien orientée*, avec une poursuite à un rythme soutenu, pour la quatrième année consécutive, de la croissance mondiale (+5,1 % en 2006 selon le FMI). Celle-ci, tirée essentiellement par le dynamisme des pays en développement (+7,3 %), a également bénéficié d'une bonne conjoncture dans les pays industrialisés (+3,1 %), malgré un ralentissement de la croissance américaine au second semestre.
- *Des conditions de financement favorables* : reconstitution des marges et hausse des profits (notamment dans la zone euro) ; bas niveaux des taux d'intérêt (malgré un resserrement de la politique monétaire américaine en fin d'année) ; abondance des liquidités disponibles.

2 - Un effort d'investissement soutenu

Ces facteurs ont favorisé la poursuite de l'effort d'investissement des entreprises, qu'il s'agisse de croissance externe ou interne. Les investissements physiques ont continué à progresser en 2006 à un rythme soutenu : +4,1 % dans l'ensemble des pays industrialisés, contre 4,9 % en 2005. Quant aux fusions-acquisitions, dopées par l'accélération des restructurations industrielles (par exemple dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications) et par la valeur en hausse des capitalisations boursières, elles ont atteint un record historique : 3 610 milliards de dollars selon les données publiées en décembre 2006 par Thomson Financial.

Par ailleurs, plusieurs facteurs spécifiques ont joué un rôle dans le développement des flux d'investissements internationaux : poursuite du mouvement d'ouverture des économies nationales aux firmes étrangères ; montée en puissance des multinationales des pays émergents ; développement rapide de nouveaux secteurs à l'international (biotechnologies, environnement...), rôle croissant de nouvelles formes d'investissement (private equity, hedge funds, fonds de pension...). On observe en conséquence une forte progression des opérations d'investissement international, et ce quel que soit l'indicateur retenu.

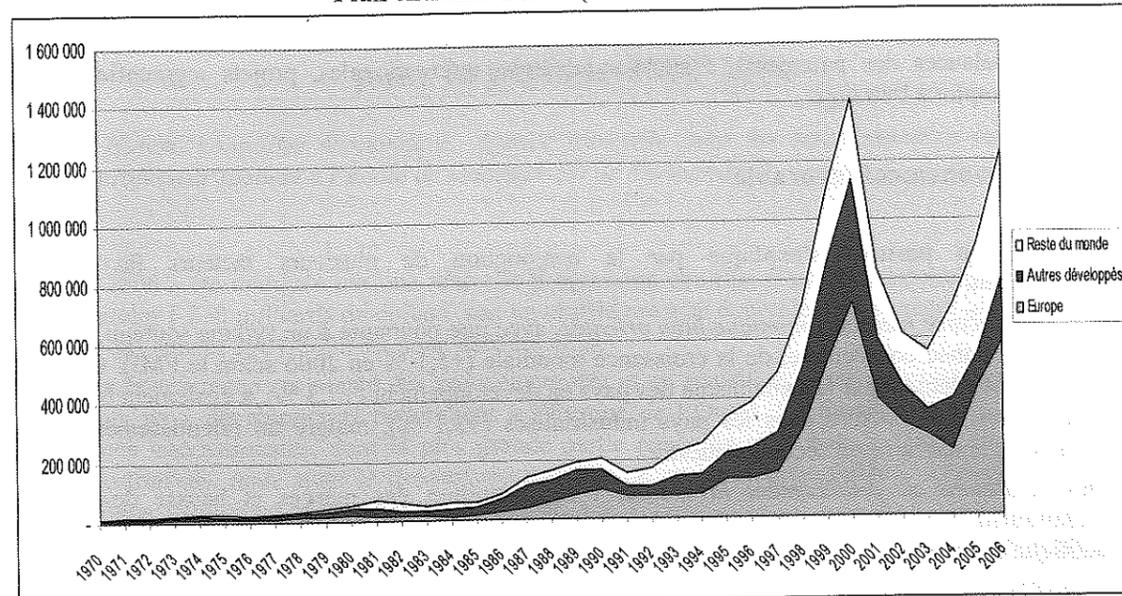
3 - Nouvelle progression des flux d'investissement directs

Les flux d'IDE ont continué, et même accéléré, la progression observée depuis maintenant trois ans, pour atteindre 1 230 milliards de dollars. Ils retrouvent ainsi un niveau proche du maximum historique observé en 2000, soit 1 600 milliards de dollars, avant la chute des années 2001 et 2002 (graphique 1).

Par région de destination (tableau 1), ce sont les Etats-Unis et surtout l'Europe de l'Ouest qui concentrent la majeure partie de l'augmentation des flux d'investissements directs (respectivement +78 et +123 milliards de dollars, du fait largement des montants records de fusions-acquisitions).

La progression est plus modeste en direction des économies en développement (+10 %). Les flux entrants s'accroissent légèrement à destination de l'Asie – à partir d'un niveau déjà élevé – ainsi que des pays en transition d'Europe de l'Est et d'Afrique. Ils connaissent une forte poussée à destination des pays de l'ex-CEI et de la Turquie. Ils sont par contre en légère régression vers l'Amérique latine, peut-être du fait d'un climat politique moins favorable aux investissements étrangers.

Graphique 1
Flux entrants d'IDE (millions de dollars)



Source : Cnuccd

Tableau 1
Flux entrants d'IDE par région de destination (milliards de dollars)

Région/pays d'accueil	2004	2005	2006 ^a	Taux de croissance 2006/2005 (%)
Monde	710,8	916,3	1 230,4	34,3
Economies développées	396,1	542,3	800,7	47,7
▪ Europe	217,7	433,6	589,8	36,0
Union européenne	213,7	421,9	549,0	30,1
UE-15	185,2	387,9	510,7	31,7
10 nouveaux pays membres	28,5	34,0	38,4	12,8
▪ Etats-Unis	122,4	99,4	177,3	78,2
▪ Japon	7,8	2,8	- 8,2	- 395,5
Economies en développement	275,0	334,3	367,7	10,0
▪ Afrique	17,2	30,7	38,8	26,5
▪ Amérique latine, Caraïbes	100,5	103,7	99,0	- 4,5
▪ Asie, Océanie	157,3	200,0	229,9	15,0
Asie de l'Ouest	18,6	34,5	43,3	25,5
Sud, Est, et Sud-est asiatique	138,0	165,1	186,7	13,1
Chine	60,6	72,4	70,0	- 3,3
Hong Kong, Chine	34,0	35,9	41,4	15,4
Singapour	14,8	20,1	31,9	58,8
Europe du Sud-Est et ex-CEI	39,6	39,7	62,0	56,2

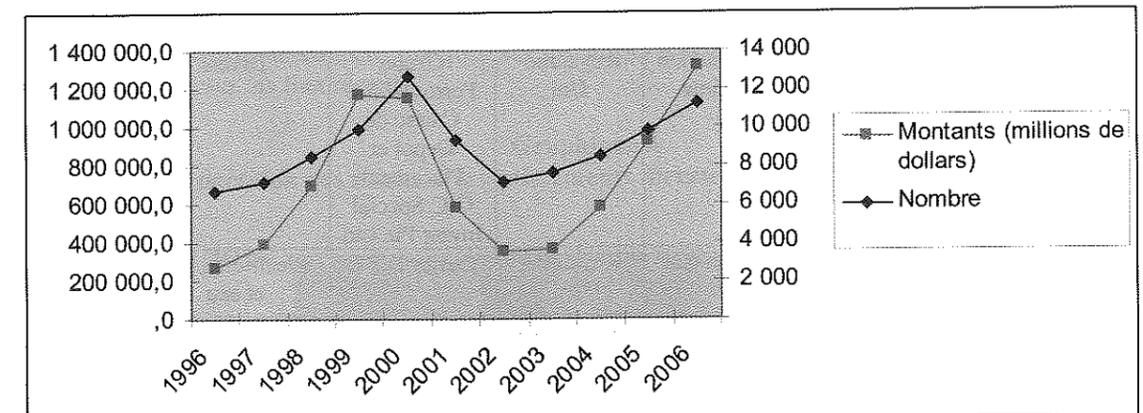
a : Estimation provisoire

Source : Cnuccd

4 - Niveau record des fusions-acquisitions internationales

Cette poussée des flux d'IDE s'explique elle-même largement par la reprise des fusions-acquisitions internationales, qui ont atteint le montant record de 1 314 milliards de dollars, avec une très forte concentration des opérations sur deux régions : l'Europe et les Etats-Unis, où les acquisitions de firmes locales par des non-résidents ont respectivement atteint les records de 744,4 et 215,2 milliards de dollars (graphique 2).

Graphique 2
Evolution des fusions-acquisitions internationales depuis 1996



Source : Thomson Financial

Parmi les secteurs où se sont déroulées les opérations les plus importantes en 2006, on peut mentionner l'énergie (électricité notamment), les métaux, les matières premières, la chimie, le transport et les équipements de communication et de transport (tableau 2).

Quant à l'autre composante des flux d'investissements internationaux, les projets physiques, encore appelés « greenfields », ils ont également connu une forte progression. Selon OCO Consulting, le nombre de projets greenfields internationaux annoncés dans le monde pourrait ainsi frôler 9 000 en 2006, soit une progression de 7,3 % par rapport à 2005. L'accroissement du nombre d'emplois créés pourrait être encore plus marqué (+34,6 %), pour atteindre le chiffre record de 566 000 (graphique 3).

Les secteurs des technologies de l'information (y compris électronique) et des services financiers ont connu des progressions particulièrement fortes. Par fonction, l'accroissement du nombre de projets dans le « tertiaire d'appui » (logistique, distribution, centres d'appel et R&D notamment) contraste avec une évolution plus modeste pour les sites de production.

Ces bonnes tendances ont profité notamment à l'Europe de l'Ouest, où les créations d'emplois liées aux projets greenfields ont progressé de près de 35 % en 2006, malgré la concurrence toujours vive des pays émergents d'Asie et des pays en transition d'Europe de l'Est. La taille du marché européen, l'attractivité de l'Europe pour les activités à haute valeur ajoutée demandeuses de main d'œuvre qualifiée, expliquent ces bonnes performances.

Tableau 2
Principales opérations d'acquisition internationales initiées en 2006

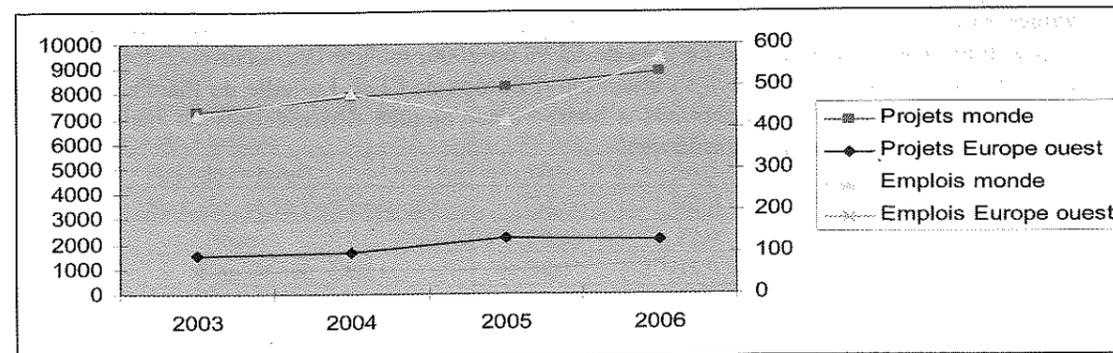
Montant de l'opération (milliards de US\$)	Nom de la cible	Secteur de la cible	Nationalité de la cible	Nom de l'acquéreur	Secteur de l'acquéreur	Nationalité de l'acquéreur
71,4	Endesa SA	Electricité, gaz et eau	Spain	E ON AG	Electricité, gaz et eau	Allemagne
39,5	Arcelor SA	Métaux et produits métalliques	Luxembourg	Mittal Steel Co NV	Métaux et produits métalliques	Pays-Bas
30,2	BAA PLC	Transport aérien et maritime	Royaume-Uni	Grupo Ferrovial SA Caisse de Depot et Placement GIC Special Invest Pte Ltd	Divers	Espagne
26,6	Scottish Power PLC	Electricité, gaz et eau	Royaume-Uni	Iberdrola SA	Electricité, gaz et eau	Espagne
18,8	Gallaher Group PLC	Tabac	Royaume-Uni	JTI (UK) Management Ltd	Divers	Royaume-Uni
18,2	Falconbridge Ltd	Mines	Canada	Xstrata PLC	Mines	Suisse
18,0	Inco Ltd	Mines	Canada	Cia Vale do Rio Doce SA	Mines	Bésil
15,5	BOC Group PLC	Chimie et parachimie	Royaume-Uni	Linde AG	Machines	Allemagne
14,7	Lucent Technologies Inc	Equipements de communication	Etats-Unis	Alcatel SA	Equipements de communication	France
14,6	Scania AB	Equipements de transport	Suède	MAN AG	Equipements de transport	Allemagne

Source : Thomson Financial

Nb : certaines de ces opérations sont toujours en cours de réalisation

Graphique 3

Nombre de projets internationaux et d'emplois associés dans le monde et en Europe



Source : OCO consulting (prévision pour 2006). Les données d'emplois reposent sur une statistique partielle compte tenu d'informations manquantes.

Globalement, les pays d'Europe de l'Ouest sont cependant distancés par l'Asie et même d'Europe de l'Est en termes de création d'emplois par les firmes étrangères (encadré 1)

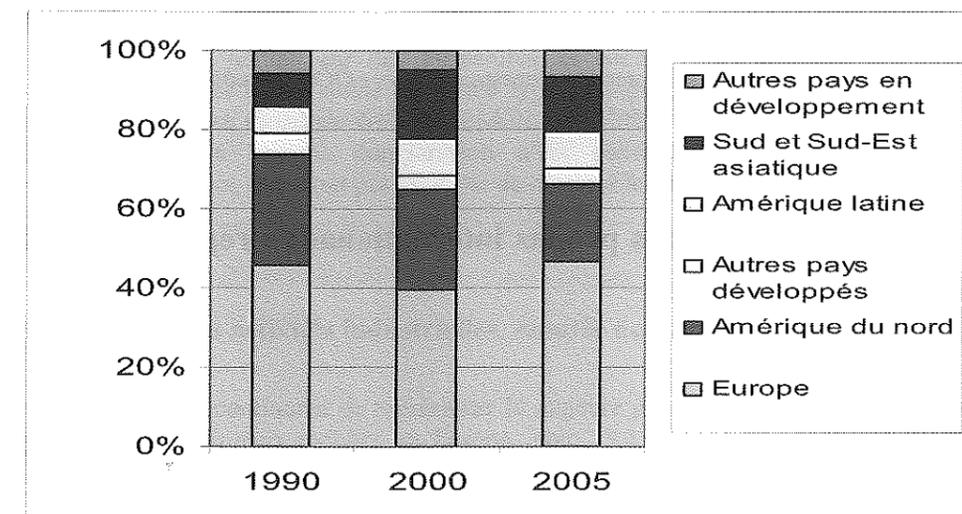
Encadré 1

Europe de l'Ouest : Prééminence sur les flux d'IDE, mais pas sur les créations d'emplois et les projets « greenfields »

Les pays développés, et notamment l'Europe, restent encore aujourd'hui de très loin les premiers récepteurs de flux d'investissements internationaux, même si ceux-ci prennent davantage la forme d'opérations d'acquisitions-fusions que ceux à destination des pays en développement. Cette prééminence est particulièrement marquée sur les stocks d'IDE (graphique 4), mais aussi, comme on l'a vu plus haut, sur les flux récents.

Graphique 4

Répartition des stocks d'investissements directs par zones de destination



Source : Cnuccd, World Investment Report 2006

Il reste que ces statistiques, incluant des mouvements de trésorerie et des opérations de fusions-acquisitions, sont mal adaptées pour mesurer les opérations réelles d'investissement productif. Les bases de données constituées à cet effet par les consultants et les agences de promotion (IBM/PLI, OCO Consulting, Ernst and Young) nous livrent à cet égard des diagnostics assez convergents, et peu encourageants pour l'Europe de l'Ouest. Les données d'IBM/PLI et d'OCO consulting montrent par exemple que les projets internationaux créent globalement depuis plusieurs années un nombre d'emplois très supérieur en Asie (Chine, Inde), et dans une moindre mesure, en Europe de l'Est qu'en Europe de l'Ouest. L'année 2006 semble cependant caractérisée, comme on l'a vu plus haut, par une reprise des flux de création d'emplois à destination de l'Europe de l'Ouest.

Tableau 3
Répartition des créations d'emplois dans les principales régions d'accueil par les investissements internationaux mobiles selon différentes sources

Région	Source	
	OCO Consulting(*)	IBM/PLI (**)
Afrique	3,0	2,0
Moyen Orient	1,0	1,0
Asie-Pacifique en Développement	40,7	44,5
Asie-Pacifique Développée	2,6	2,0
Europe de l'Ouest	12,7	11,0
Europe Centrale et Orientale	22,2	16,5
Amérique du Nord	8,9	15,0
Amérique Latine & Caraïbes	9,0	8,0
Total Monde	100,0	100,0

(*) Données 2003-2006. Pour 2006 : trois premiers trimestres. Source : OCO consulting, 2006
 (**) Données 2004-2005. Source : IBM/PLI, 2006

II – Le marché européen des projets internationaux : reprise confirmée en 2006

1 - Evolutions générales

Pour l'Europe, les données des observatoires AFII (encadré 2) font apparaître une forte progression des flux d'emplois au cours de la période : de 261 000 en 2002 à plus de 225 000 en 2006 (tableau 4). Cette progression a même été encore plus rapide pour les projets : de 2 100 à 3 885 pour l'ensemble des projets, et de 862 à 1 280 pour les projets « renseignés en emplois ».

Tableau 4
Evolution des projets et des emplois « internationaux » créés en Europe (2002-2006)

	2002	2003	2004	2005	2006
Projets	2103	2476	2383	3056	3885
Dont : renseignés en emplois	862	930	912	1136	1280
Emplois (milliers)	164,6	158,1	161,0	180,6	226,8
Taille moyenne (projets renseignés)	190,9	170,0	176,6	159,0	177,2

Source : AFII

Encadré 2 : Les observatoires Europe et France de l'AFII

Mis en place par l'équipe « Intelligence économique » de l'AFII au milieu de l'année 2001, ces observatoires recensent l'ensemble des projets susceptibles de faire l'objet d'une concurrence entre territoires d'accueil potentiels, annoncés par les firmes multinationales en Europe, à l'extérieur de leur pays d'origine.

Les sources sont constituées par l'examen de la presse économique internationale et des différentes informations disponibles sur le Web (agences de presse, sites...). Le champ couvert s'étend à l'ensemble des pays européens, y compris les pays baltes, mais hors autres pays de l'ex-CEI, Malte, Chypre et Turquie. Chaque projet est caractérisé par une vingtaine de critères (date d'annonce, secteur, firme investisseuse, fonction, pays de départ et l'origine, emplois créés, capitaux investis, etc.). Cependant, le montant investi et le nombre des emplois créés n'est pas connu pour tous les projets.

L'exploitation présentée dans ce rapport concerne les seuls projets de création et d'extension, à l'exclusion de toute opération de fusion-acquisitions, partenariat ou sous-traitance. Il s'agit de données « brutes » dans la mesure où seuls les projets de création ou d'extension sont recensés, à l'exclusion de ceux portant sur des fermetures de sites ou des réductions d'effectifs. Les comparaisons avec les autres outils du même type existants (*European Investment Monitor* de Ernst and Young, base mondiale *Gild* de IBM/PLI) montrent une assez bonne compatibilité des résultats. Par contre, aucune comparaison n'est possible avec les données financières d'investissement direct, qui n'ont pas pour but de mesurer les projets d'investissement physiques.

2 - Rôle dominant des activités industrielles, montée des services

Les secteurs industriels continuent de représenter la majeure partie des créations d'emplois liées aux investissements internationaux mobiles en Europe, avec 78,3 % du total sur la période 2002-2006. Deux activités – automobile et équipements électriques et électronique – concentrent à elles seules 37,3 % des créations d'emplois (tableau 5). Du fait d'une taille unitaire relativement élevée, la part des activités manufacturières est cependant plus faible en termes de nombre de projets (40,2 %).

Tableau 5
Répartition des emplois et des projets « internationaux » créés en Europe par grands secteurs 2002-2006 (%)

Secteur	Emplois	Projets
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	3,2	4,8
Ameublement et équipement du foyer	2,8	2,1
Biotechnologies	0,7	0,9
Chimie, plasturgie	2,7	5,4
Composants électroniques	2,7	1,7
Constructeurs automobiles et équipementiers	28,0	9,9
Electronique grand public	6,1	2,2
Energie, autres services concédés	1,5	3,0
Équipements électriques, électroniques, informatiques, médicaux	9,3	9,8
Machines et équipements mécaniques	3,9	4,6
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	3,8	1,4
		(...)

(...)		
Médicaments, cosmétiques	3,9	4,0
Métaux, travail des métaux, recyclage	2,8	2,9
Textile, habillement	2,6	1,7
Verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition	4,3	5,5
Total Manufacturier	78,3	59,8
Autres activités de services, commerciales ou financières	5,3	8,3
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	6,1	8,7
Logiciels et prestations informatiques	4,9	15,8
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	1,4	1,3
Transport, stockage, BTP	3,9	6,2
Total Services	21,7	40,2
Total	100	100

Source : AFII

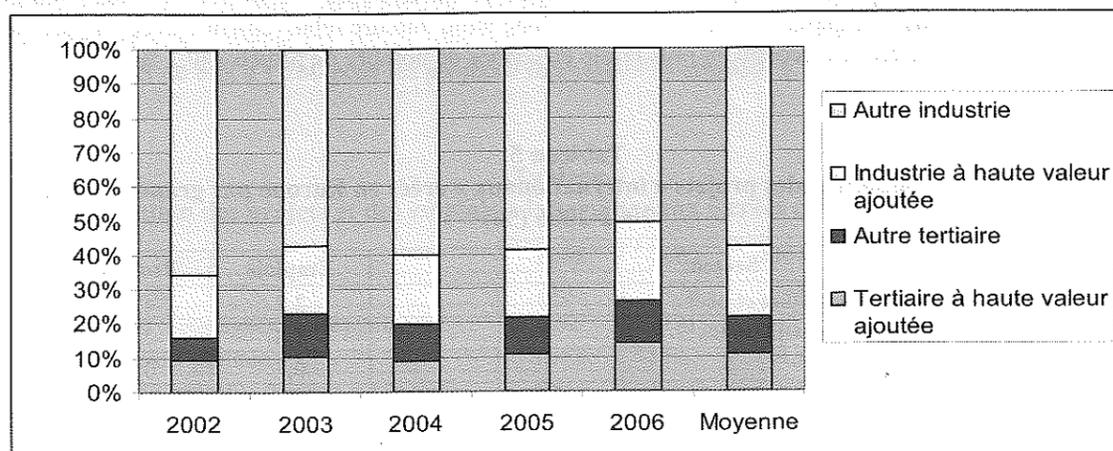
On observe cependant deux mouvements vraisemblablement tendanciels (graphique 5) :

- *Montée des activités de services* (logiciels, logistiques, services commerciaux et financiers notamment), dont la part dans les créations d'emplois passe de 15,8 % à 26,3 % entre 2002 et 2006.

- *Montée de la part des activités intensives en valeur ajoutée et en innovation*. Si l'on regroupe par exemple dans deux catégories spécifiques les cinq activités industrielles et les deux activités tertiaires où la valeur ajoutée par tête est la plus élevée³, on note une montée progressive de la part de celles-ci dans les créations d'emplois : respectivement de 18,4 % à 22,8 % et de 9,2 % à 14,3 %. A l'inverse, la part des industries dites « traditionnelles » régresse, passant de 65,7 % à 50,9 %

Ces deux mouvements peuvent s'expliquer à la fois par la tertiarisation de l'économie mondiale et par l'internationalisation accélérée des nombreuses entreprises de services, par la montée des activités intensives en innovation, et par le fait que l'Europe de l'Ouest, constituée, par rapport aux autres régions du monde, un lieu privilégié d'implantation des activités de services et à haute valeur ajoutée.

Graphique 5
Répartition des créations d'emplois par grands secteurs



Source : AFII

³ Respectivement médicaments, biotechnologies, matériels aéronautiques, composants électroniques, matériels électriques et électroniques pour l'industrie et logiciels, conseil/ingénierie pour les services.

3 - L'importance primordiale de la fonction « production »

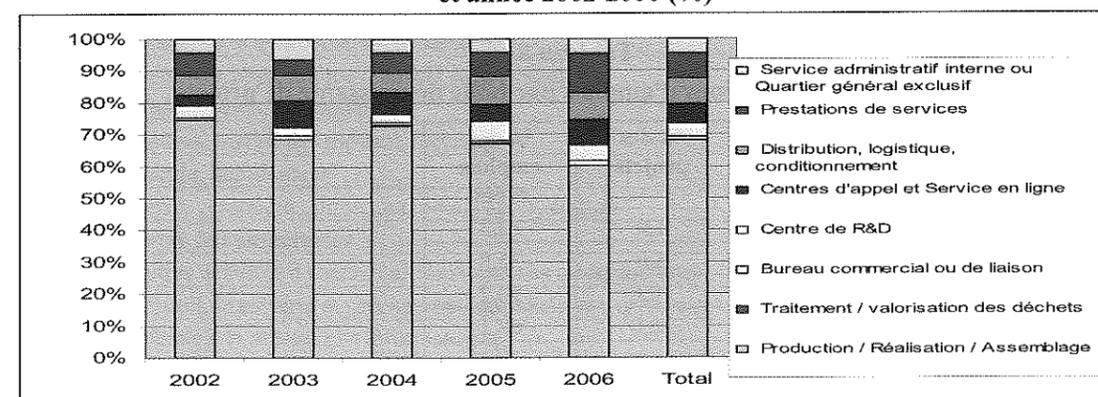
Une entreprise n'investit pas seulement en vue de la production directe du bien ou du service qu'elle vend. Elle doit également mettre en place des fonctions dites « d'appui tertiaire » : centres de R&D, services administratifs, quartiers généraux, bureaux commerciaux, logistique et distribution... L'examen des données AFII (tableau 6) montre que la majorité des projets (64,5 %) est liée à ces activités (bureaux commerciaux notamment). Cependant, compte tenu d'une taille unitaire faible, leur contribution en termes d'emplois créés reste limitée. La fonction « production » reste de très loin la principale source de créations d'emplois à l'étranger (68 %).

Tableau 6
Répartition des projets et des emplois « internationaux » créés en Europe par type de fonction (%)

Fonction	Emplois	Projets
Production / Réalisation / Assemblage	68,0	35,1
Traitement / valorisation des déchets	0,1	0,4
Total Production	68,1	35,5
Bureau commercial ou de liaison	1,0	33,7
Centre de R&D	4,2	5,3
Centres d'appel et Service en ligne	6,3	2,2
Distribution, logistique, conditionnement	7,6	7,6
Prestations de services	8,0	9,0
Service administratif interne ou Quartier général exclusif	4,6	6,7
Total Tertiaire	31,9	64,5
Total	100,0	100,0

On note cependant une tendance sans doute structurelle à la montée des fonctions tertiaires, dont la part dans les créations d'emplois est passée de 25,4 % en 2002 à 31,9 % en 2006 : un mouvement qui touche toutes les fonctions, mais qui est particulièrement marqué dans les prestations de services et les centres d'appel (graphique 6).

Graphique 6
Répartition des emplois « internationaux » créés en Europe par type de fonction et année 2002-2006 (%)



Source : AFII

4 - Un marché assez concentré, avec beaucoup de petits projets

Dualisme du marché

Le « marché » de l'investissement international est divisé entre un « segment » de projets de grande taille, de nombre relativement faible (en général liés à des sites de production manufacturiers), et un segment constitué de très nombreux projets de petite taille (en général liés à des fonctions d'appui tertiaire, comme les bureaux commerciaux).

Ce dualisme apparaît clairement si l'on compare la répartition des projets et des créations d'emplois en fonction de la taille de projets (tableau 7) : si la plupart des projets sont de taille moyenne et petite (ceux créant moins de 100 emplois créés représentant 62,8 % du total), plus de 40 % des créations d'emplois sont par contre liées à des projets de grande taille (plus de 500 emplois).

Tableau 7
Répartition des projets et des emplois créés par taille de projets

Taille des projets (nombre d'emplois)	Emplois	Projets
1 à 25	2,1	25,7
26 à 50	4,3	18,5
51 à 100	9,0	18,6
101 à 250	19,5	19,2
251 à 500	24,5	11,5
501 à 1000	20,4	4,5
1001 et +	20,3	1,9
Total	100,0	100,0

Assez forte concentration

D'une manière générale, le marché peut être considéré comme assez concentré, que l'on raisonne en termes de projets ou d'entreprises. Par exemple, 5 % des plus gros projets sont à l'origine de 35,8 % des créations d'emplois. A l'inverse, 30 % des projets (les plus petits) contribuent à moins de 3 % de créations d'emplois (tableau 8).

Cette concentration assez forte peut être observée pour toutes les fonctions, même si elle est un peu moins marquée pour certaines activités tertiaires comme les bureaux commerciaux (créations d'emplois éclatées entre un grand nombre de projets de petite taille) et les centres d'appel (faible amplitude de la taille des projets).

Tableau 8
Répartition des créations d'emplois par taille décroissante de projets

% des projets	% des emplois créés
1,0	13,3
5,0	35,8
10,0	50,2
20,0	68,1
30,0	79,2
50,0	91,6
70,0	97,2
90,0	99,5
100,0	100,0

Tailles des projets variables selon le secteur et la fonction

La taille des projets est très variable selon les secteurs et les fonctions concernées :

- Les sites de production manufacturière (dans l'automobile, électronique grand public, textile-confection notamment) sont de taille moyenne nettement plus élevée que les sites liés à des fonctions tertiaires - centres d'appel exceptées (tableau 9).

- L'amplitude inter-sectorielle est forte. Les projets en chimie, autres industries de base et agro-alimentaire ont par exemple une taille très inférieure à la moyenne des autres secteurs manufacturiers (tableau 10).

Tableau 9
Taille moyenne des projets par fonction (nombre d'emplois)

Fonction	Total
Production / Réalisation / Assemblage	226,8
Traitement / valorisation des déchets	40,8
Total Production	225,5
Bureau commercial ou de liaison	18,6
Centre de R&D	97,7
Centres d'appel et Service en ligne	234,8
Distribution, logistique, conditionnement	160,7
Prestations de services	133,8
Service administratif interne ou Quartier général exclusif	116,9
Total Tertiaire	117,0
Total	174,0

Tableau 10
Taille moyenne des projets par secteur (nombre d'emplois), 2002-2006

Secteur	Taille moyenne
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	110,3
Ameublement et équipement du foyer	184,0
Biotechnologies	121,8
Chimie, plasturgie	83,6
Composants électroniques	192,6
Constructeurs automobiles et équipementiers	302,5
Electronique grand public	376,2
Energie, autres services concédés	154,7
Equipements électriques, électroniques, informatiques, médicaux	165,7
Machines et équipements mécaniques	121,8
Matériels aéronautiques, navals et ferroviaires	352,9
Médicaments, cosmétiques	143,8
Métaux, travail des métaux, recyclage	134,4
Textile, habillement	224,8
Verre, céramique, minéraux, bois, papier, édition	121,9
Total Manufacturier	191,6
Autres activités de services, commerciales ou financières	149,8
Conseil, ingénierie et services opérationnels aux entreprises	140,5
Logiciels et prestations informatiques	99,0
Opérateurs télécoms et fournisseurs d'accès internet	182,7
Transport, stockage, BTP	133,2
Total Services	130,7
Total	174,0

5 - Le rôle dominant des investisseurs européens

Les firmes européennes sont à l'origine de la majeure partie des créations d'emplois étrangers sur le continent : 55,4 % contre seulement 26,5 % pour les firmes nord-américaines et 16,3 % pour les firmes asiatiques (tableau 11). En effet, non seulement les firmes du nouveau continent sont de loin les premiers investisseurs à l'étranger au niveau mondial (encadré 3), mais elles concentrent de surcroît leurs projets d'implantation internationaux dans leur région d'origine, comme le montre l'exemple allemand (graphiques 9 et 10). Parmi les pays d'origine, les pays germaniques se détachent nettement, suivis par la France, et les îles Britanniques.

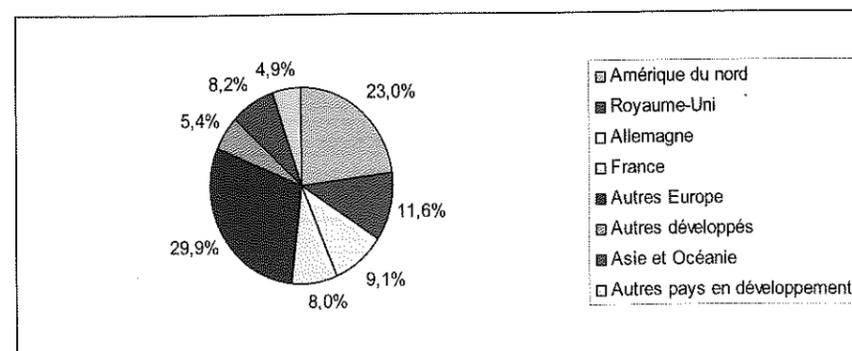
Tableau 11
Créations d'emplois en Europe par pays d'origine et année (%)

Région	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne annuelle emplois	Moyenne annuelle projets
Amérique du nord	27,5	23,1	29,7	21,5	29,7	26,5	31,3
Autres Asie	2,9	7,2	7,0	15,0	9,7	8,6	4,5
Japon	8,1	8,7	7,6	5,8	7,6	7,5	6,1
Océanie	0,0	0,1	0,6	0,2	0,2	0,2	0,7
Asie	11,0	16,0	15,2	21,0	17,5	16,3	11,4
Autres	4,4	1,6	1,8	1,2	0,7	1,8	2,4
Benelux	4,3	5,5	4,1	2,5	5,3	4,4	5,5
Europe de l'est	1,2	0,3	0,6	0,7	0,8	0,7	2,5
Europe du nord	5,5	4,7	6,7	7,4	5,7	6,0	7,1
Europe du sud	4,4	7,2	5,8	6,8	5,6	5,9	7,1
France	9,2	12,2	7,4	10,0	4,3	8,3	7,1
Îles britanniques	4,8	5,7	6,9	7,1	7,2	6,4	7,4
Pays germaniques	27,8	23,8	21,8	21,7	23,1	23,6	18,4
Europe	57,2	59,3	53,3	56,3	52,0	55,4	54,9
Total	100	100	100	100	100	100	100

Encadré 3 : Les firmes européennes, premiers investisseurs mondiaux

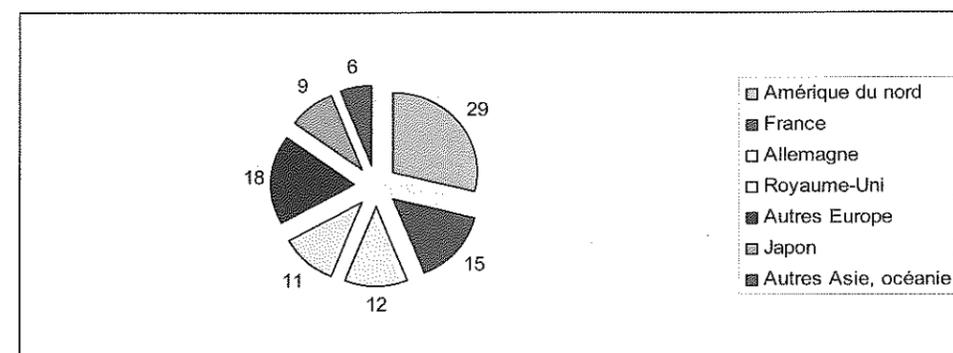
L'Europe de l'Ouest demeure aujourd'hui, de très loin la principale zone d'origine des investissements internationaux dans le monde. Elle représentait à elle seule, en 2005, 58,7 % des stocks d'IDE à l'étranger et constituait la région d'origine de 56 des 100 premières firmes multinationales, loin devant l'Amérique du nord et l'Asie (graphiques 7 et 8). L'Allemagne, le Royaume-Uni et la France représentent à eux seuls 43,7 % des stocks d'IDE et 38 des 100 premières firmes multinationales du monde.

Graphique 7 : Répartition des stocks d'IDE sortants par région ou pays d'origine en 2005



Source : World Investment Report, 2006

Graphique 8
Répartition des 100 premières firmes multinationales par pays ou région d'origine en 2005

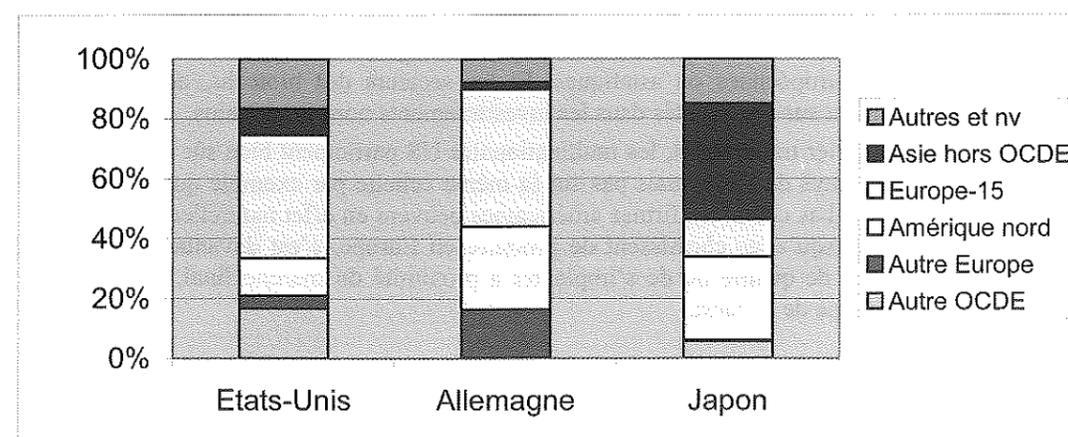


Source : World Investment Report, 2006

L'Amérique du Nord (Etats-Unis essentiellement) arrive en deuxième position, avec 31,3 % des projets et 26,5 % des emplois créés. Les firmes américaines, qui représentent près du quart des stocks mondiaux d'IDE sortants, continuent en effet à accorder une forte priorité à l'Europe dans leur stratégie de développement international (graphiques 9 et 10). Cette position fluctue cependant assez fortement d'une année à l'autre, avec un recul assez marqué en 2005, suivi d'une forte progression en 2006.

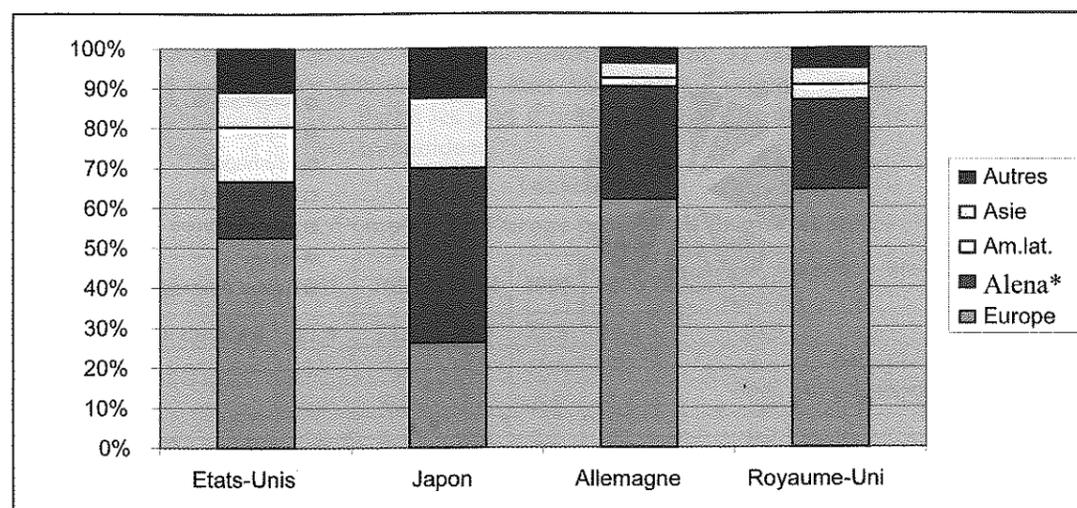
Enfin, les firmes asiatiques ne représentent qu'une part encore limitée des investissements étrangers en Europe, avec 11,4 % des projets et 16,3 % des emplois créés. Cette situation marginale s'explique à la fois par le montant relativement limité des IDE asiatiques à l'étranger et par la priorité relativement faible accordée à l'Europe dans les stratégies de développement international des firmes d'Extrême-Orient : celles-ci privilégient en ce domaine leur région d'origine, suivie par l'Amérique du Nord, comme le montre l'exemple du Japon (graphiques 9 et 10). On note cependant une montée des flux d'investissement en provenance de la région « autre Asie » (Corée du Sud, mais également, à un moindre niveau, Chine populaire et Inde et ensemble des pays d'Asie du Sud-est).

Graphique 9
Répartition des emplois à l'étranger pour trois pays d'origine (dernière année connue)



Source : OCDE, 2001

Graphique 10
Répartition des stocks d'IDE à l'étranger par région pour quatre pays d'origine, dernière année connue (2002 ou 2003)



Source : OCDE, 2004.

La catégorie « autres » inclut l'Amérique latine pour le Japon.

* Association de libre-échange nord-américaine.

6 - Différents profils d'investissement selon les pays d'origine

Les stratégies de localisation des entreprises présentent des spécificités assez marquées en fonctions des régions et des pays d'origine (cf. également tableaux 12 et 13).

Les investissements d'origine nord-américaine sont nettement plus orientés vers l'Europe de l'Ouest (57,5 % des emplois créés) que la moyenne des projets toutes régions d'origine confondues. Ceci s'explique par deux raisons principales :

- La part des activités tertiaires et des « hautes technologies », plus susceptibles de se localiser en Europe de l'Ouest que dans les PECO, est particulièrement élevée dans les investissements des firmes américaines. La moitié des emplois créés par les firmes US sur le continent est par exemple lié à des projets tertiaires, qu'il s'agisse des secteurs de services (logiciels, conseil, transport, etc...) ou des fonctions d'appui tertiaires gérées en interne par les entreprises (centres de R&D, quartiers généraux, réseaux logistique, centres d'appel, etc.) : ce pourcentage est très supérieur à celui observé pour les multinationales européennes ou asiatiques. Et les secteurs des biotechs, des NTIC⁴, des médicaments sont également sur-représentés dans les investissements nord-américains.

- Dans le manufacturier traditionnel, les multinationales US participent bien sûr au mouvement de délocalisation vers les pays de l'Est, mais pas sur la même échelle par exemple que l'automobile allemande. Pour produire à bas coûts, les firmes américaines peuvent en effet naturellement recourir à l'Asie ou au Mexique. Lorsqu'elles choisissent de produire en Europe, c'est davantage dans le but d'accéder à des ressources de qualité ou de s'implanter à proximité du marché final, critères plutôt favorables aux pays d'Europe de l'Ouest.

Les investissements d'origine germanique sont caractérisés par la prédominance des secteurs manufacturiers (automobile, matériels électriques et électroniques, etc.). Les firmes de ces secteurs ont mis en œuvre des stratégies de relocalisation sur grande échelle vers les pays de l'Est afin d'exploiter les complémentarités avec l'Allemagne (faibles coûts de la main d'œuvre) et, dans une moindre mesure, d'accéder au marché local. D'où une orientation particulièrement marquée vers les pays de l'Est des investissements d'origine germanique (67,9 % des emplois créés entre 2002 et 2006).

Les entreprises japonaises et coréennes ont également concentré au cours de la période leurs investissements en Europe sur la création d'activités de production manufacturière dans les pays de l'Est, afin d'y créer des bases de production à bas coût destinées à alimenter l'ensemble du continent. Au total, 74,3 % des emplois créés par les firmes asiatiques en Europe se sont localisés dans les pays de l'Est.

Les investissements d'origine britannique, très orientés vers les activités de service du fait de la puissance des multinationales anglaises dans ces secteurs (et de leur faiblesse dans le manufacturier), sont de ce fait, comme les américaines, plus focalisés que la moyenne vers les pays d'Europe de l'Ouest : 65 % des créations d'emplois d'origine britannique ont ainsi été réalisés en Europe de l'Ouest entre 2002 et 2006, essentiellement dans des activités tertiaires d'appui.

Tableau 12
Répartition des emplois créés par régions de destination selon la région d'origine 2002-2006 (%)

Destination	Autres pays de l'est	Centre-est	Total Est	Pays du Benel.	Europe du nord	Europe du sud	France	Iles Brit.	Pays Germ.	Total Ouest	Total
Origine											
Amérique du nord	13,6	29,0	42,5	3,7	3,3	6,7	8,0	25,6	10,2	57,5	100
Autres Asie	16,2	64,3	80,5	2,5	0,7	3,6	2,4	6,0	4,4	19,5	100
Japon	18,6	50,5	69,0	2,6	1,2	8,9	5,2	9,3	3,8	31,0	100
Océanie	21,7	0,0	21,7	0,0	0,0	1,6	9,9	38,1	28,7	78,3	100
Total Asie	17,3	57,1	74,5	2,5	0,9	6,0	3,8	8,0	4,4	25,5	100
Autres	39,5	29,5	69,0	1,1	0,2	16,0	2,4	8,6	2,8	31,0	100
Benelux	14,4	24,2	38,7	7,5	0,4	13,0	13,4	14,6	12,4	61,3	100
Europe de l'est	47,1	44,6	91,7	0,6	0,6	0,5	0,6	3,6	2,3	8,3	100
Europe du nord	18,6	39,5	58,1	2,4	6,7	9,8	9,1	5,8	8,0	41,9	100
Europe du sud	31,4	36,7	68,2	1,2	0,1	10,1	11,5	2,9	6,0	31,8	100
France	29,0	19,8	48,8	3,3	1,2	24,9	1,7	7,5	12,6	51,2	100
Iles Britanniques	9,5	25,5	35,0	13,6	3,6	11,6	9,6	17,9	8,8	65,0	100
Pays germaniques	25,1	42,9	67,9	2,0	0,9	8,1	8,2	5,8	7,2	32,1	100
Total Europe	23,3	34,9	58,2	3,9	1,7	11,7	8,1	7,8	8,5	41,8	100
Total	20,0	36,9	56,9	3,6	2,0	9,5	7,3	12,6	8,2	43,1	100

Source : AFII

⁴ Nouvelles technologies de l'information et de la communication

Tableau 13
Répartition des emplois créés par secteurs selon la région d'origine 2002-2006 (%)

Secteur	Destination	Am. du nord	Autres Asie	Japon	Total Asie	Ben	Europe du nord	Europe du sud	France	Iles brita	Pays germ	Europe	Total
Agro-alimentaire, agric. et pêche		2,6	0,6	0,4	0,5	11,0	3,9	4,2	3,6	8,2	1,8	4,2	3,2
Ameublement et équipt du foyer		2,1	1,0	0,1	0,7	6,7	13,9	4,8	0,5	0,3	2,1	3,7	2,8
Biotechnologies		2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,1	0,2	0,0	0,1	0,0	0,2	0,7
Chimie, plasturgie		2,7	0,9	1,9	1,4	3,7	4,1	3,6	1,5	3,3	2,7	2,9	2,7
Composants électroniques		4,3	3,7	1,6	2,9	5,1	1,8	0,7	0,6	1,1	2,3	1,9	2,7
Constr. automobiles, équipem.		20,3	20,3	62,2	39,5	7,1	12,2	27,3	37,3	5,1	42,1	29,0	28,0
Electronique grand public		1,1	29,9	14,3	22,3	4,5	9,4	13,9	2,4	0,0	1,1	3,7	6,1
Energie, autres services conc.		1,1	0,1	0,0	0,1	5,1	1,9	4,0	0,4	0,4	2,4	2,2	1,5
Eq. électriq., électron, inf., méd.		12,9	23,5	6,2	15,6	2,6	10,3	1,8	5,0	2,9	7,5	5,9	9,3
Machines, équipements méc.		2,5	0,3	6,4	3,1	2,4	10,0	3,9	1,6	2,6	6,2	4,9	3,9
Aut. matériels de transport		4,0	2,0	0,1	1,1	0,5	1,1	1,0	17,6	0,9	3,3	4,5	3,8
Médicaments, cosmétiques		6,4	0,2	1,3	0,7	1,2	4,5	1,5	3,8	10,0	2,7	3,7	3,9
Métaux, trav. métaux, recyclage		2,5	0,6	2,6	1,6	6,2	2,4	5,6	2,8	1,3	2,6	3,3	2,8
Textile, habillement		0,5	0,0	0,1	0,0	1,8	2,5	7,6	2,7	4,1	3,1	3,5	2,6
Autres industries de base		2,0	0,6	0,9	0,8	3,9	9,2	12,8	2,0	4,8	5,8	6,2	4,3
Total Manufacturier		67,1	83,7	98,2	90,1	62,9	87,3	92,9	81,8	45,0	85,8	79,6	78,3
Autres services, comm. ou fin.		8,6	1,3	0,0	0,9	7,5	1,8	1,9	4,5	14,8	4,4	5,3	5,3
Conseil, ingéni., serv. aux entr.		11,1	3,6	0,7	2,2	7,9	7,2	0,3	9,1	10,1	2,3	5,0	6,1
Logiciels, prest. Inform.		11,0	8,6	0,6	4,9	2,9	0,8	0,2	2,2	3,4	2,4	2,2	4,9
Opérateurs télécoms, internet		0,4	1,2	0,0	0,6	2,5	0,7	3,0	0,2	7,7	1,6	2,2	1,4
Transport, stockage, BTP		1,9	1,5	0,4	1,3	16,3	2,2	1,6	2,2	19,0	3,4	5,8	3,9
Total Services		32,9	16,3	1,8	9,9	37,1	12,7	7,1	18,2	55,0	14,2	20,4	21,7
Total		100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

7 - L'Europe de l'Ouest attire près des trois-quarts des projets

Sur l'ensemble de la période 2002-2006, les pays d'Europe de l'Ouest attirent plus des trois quarts des projets, mais moins de la moitié des emplois créés (tableaux 14 et 15). Ces pourcentages sont relativement stables au cours de la période, avec un pic en 2003 suivi d'un tassement en 2004 qui s'accroît en 2005 et 2006.

Tableau 14
Répartition des emplois créés par région d'accueil 2002-2006 (%)

	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne annuelle
Autres pays de l'Est	16,8	18,0	25,6	19,2	20,6	20,0
Centre-est	42,7	31,0	29,2	42,2	37,9	36,9
France	7,2	8,0	7,2	6,7	7,3	7,3
Benelux	3,5	4,5	3,7	4,6	2,1	3,6
Europe du Nord	2,7	1,6	3,5	1,1	1,4	2,0
Europe du Sud	11,4	10,1	10,6	6,8	9,1	9,5
Iles Britanniques	11,2	18,8	12,8	8,2	12,5	12,6
Pays germaniques	4,4	8,0	7,4	11,2	9,1	8,2
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 15 : Répartition des projets par région d'accueil 2002-2006 (%)

	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne annuelle
Autres pays de l'Est	9,8	8,1	11,7	13,3	14,8	12,0
Centre-est	16,2	14,4	15,4	17,6	15,8	15,9
France	12,9	15,4	14,2	15,2	12,9	14,1
Benelux	7,3	8,9	8,0	7,6	6,8	7,6
Europe du Nord	5,8	5,8	6,3	5,2	5,1	5,6
Europe du Sud	17,9	14,9	13,4	10,6	11,9	13,3
Iles Britanniques	17,5	19,2	17,7	15,5	16,2	17,0
Pays germaniques	12,6	13,2	13,4	15,1	16,4	14,5
Total	100	100	100	100	100	100

Source : AFII

Globalement, la plus grande taille unitaire des projets en Europe de l'est (290 emplois par projet contre 114 en Europe de l'Ouest)⁵ s'explique par la plus grande proportion de très gros projets d'usines, mais aussi par un contenu en emploi supérieur quelle que soit la catégorie de projets (tableau 16).

Tableau 16 : Taille moyenne des projets par fonction et région de destination (2002-2006)

Fonction	Destination	Taille moyenne/Est	Taille moyenne/Ouest	Taille moyenne Est+Ouest
Production		316,4	136,8	226,8
Traitement des déchets		71,3	32,7	40,8
Total Production		315,6	135,6	225,5
Bureau commercial		19,9	18,4	18,6
Centre de R&D		163,2	79,2	97,7
Centres d'appel, serv. en ligne		330,4	207,0	234,8
Distribution, logistique		246,1	143,8	160,7
Prestations de services		203,8	118,3	133,8
Service administratif, QG		353,0	89,3	116,9
Total Tertiaire		205,4	99,4	117,0
Total		290,1	113,9	174,0

Source : AFII

Notons enfin que la part des créations de sites nouveaux est nettement plus forte pour les pays d'Europe de l'Est qu'à l'Ouest du continent (tableau 17).

Tableau 17 : Part des sites nouveaux dans les créations d'emplois selon la région de destination 2002-2006 (Source : AFII)

Région de destination	Emplois	Projets
Autres pays de l'Est	87,1	89,2
Centre-est	77,6	82,4
Total EST	81,0	85,3
Benelux	62,9	84,0
Europe du Nord	57,8	87,5
Europe du Sud	85,4	87,2
France	46,5	66,0
Iles Britanniques	65,5	82,9
Pays germaniques	65,7	85,5
Total OUEST	66,1	81,4
Total	74,6	82,5

⁵ Calculs relatifs aux seuls projets renseignés en emplois

8 - L'émergence d'un nouveau modèle de spécialisation géographique

L'analyse par secteurs et fonction fait apparaître une forte différence de profil entre l'Est et l'Ouest de l'Europe (tableaux 18 et 19). La première attire davantage de projets de production, notamment dans des activités à faible ou moyenne technologie (automobile et matériels électriques et électroniques notamment). Les parts de marché de l'Europe de l'Ouest sont meilleures dans les secteurs de services, de hautes technologies, dans les fonctions tertiaires d'appui, ainsi que dans les activités dont la localisation est liée à la proximité au marché.

Ces profils contrastés révèlent l'existence de stratégies de localisation différenciées des firmes multinationales : mise à profit des bas coûts de production des pays de l'Est par l'implantation des activités de main d'œuvre, recherche d'un accès aux marchés et valorisation des compétences disponibles dans les pays d'Europe de l'Ouest par implantation de centre de R&D, de réseaux logistiques et de distribution, de quartiers généraux... Cette spécialisation vers les services est particulièrement marquée dans les îles Britanniques, où les seules fonctions tertiaires d'appui représentent plus d'un emploi créé sur 2.

Tableau 18
Répartition des emplois créés en Europe par fonction selon la région d'accueil 2002-2006 (%)

	Production	Trait ^{mt} déchets	Total Prod.	Bureau Com.	Centre de R&D	Centres d'appel	Distrib., logistique	Prest. de services	Service Adm., QG	Total tertiaire	Total
Autres Est	25,9	21,9	25,9	7,7	7,9	12,7	5,0	6,2	6,2	7,5	20,0
Centre-est	44,0	14,8	44,0	5,6	29,0	19,0	20,3	21,4	25,4	21,7	36,9
Total EST	69,9	36,7	69,9	13,3	36,9	31,7	25,3	27,6	31,6	29,2	56,9
Benelux	1,9	1,3	1,9	5,3	4,3	2,1	18,5	3,4	5,1	7,2	3,6
Europe du Nord	1,6	0,0	1,6	6,3	2,9	1,5	2,7	2,4	4,6	2,8	2,0
Europe du Sud	8,7	0,0	8,7	8,4	10,7	18,4	12,6	6,9	7,7	11,2	9,5
France	5,0	37,4	5,1	25,6	8,5	10,8	11,7	16,4	6,2	11,9	7,3
Îles Britann.	6,9	18,2	6,9	25,0	19,5	32,0	14,6	28,9	28,7	24,7	12,6
Pays germ.	5,9	6,4	5,9	16,2	17,2	3,4	14,5	14,4	16,1	12,9	8,2
Total OUEST	30,1	63,3	30,1	86,7	63,1	68,3	74,7	72,4	68,4	70,8	43,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : AFII

A l'intérieur même de chacun des deux grands ensembles (Est et Ouest), on peut identifier des spécificités marquées selon les sous-régions et les pays :

1) *Au sein des pays de l'Est*, on note deux mouvements d'inégale ampleur : d'une part, une migration vers de nouveaux pays d'accueil (Roumanie, Bulgarie et surtout Pologne en 2005) des investissements manufacturiers très créateurs d'emplois ; d'autre part, une montée des projets en services et tertiaire d'appui dans les pays de première génération (Hongrie, République tchèque...), mouvement certes encore timide, mais qui semble s'être accéléré depuis 2005. Ces deux mouvements semblent indiquer un début de convergence structurelle des économies tchèque et hongroise avec celles des pays de l'Ouest : hausse des coûts de main d'œuvre diminuant l'attractivité de ces pays pour les projets manufacturiers classiques, compensée par une « montée en gamme » des économies concernées vers des activités plus riches en services et en valeur ajoutée.

Tableau 19
Répartition des emplois créés par secteurs selon la région de destination 2002-2006 (%)

Secteur	Autres pays de l'Est	Centre - est	Total Est	Pays du Benel.	Europe du Nord	Europe du Sud	France	Îles Brit.	Pays Germ.	Total Ouest	Total
Agro-alimentaire, agriculture et pêche	18,4	25,6	44,0	4,4	2,0	16,7	9,5	12,4	11,0	56,0	100
Ameublement et équipement du foyer	36,1	39,1	75,1	1,8	0,0	6,8	6,7	3,1	6,5	24,9	100
Biotechnologies	1,7	0,1	1,8	3,8	12,5	1,7	5,7	52,2	22,5	98,2	100
Chimie, plasturgie	15,6	29,4	45,0	4,7	3,4	18,7	8,3	7,3	12,6	55,0	100
Composants électroniques	9,9	45,3	55,2	0,4	2,2	8,3	9,5	9,9	14,4	44,8	100
Construction automobiles, équipementiers	29,8	47,4	77,1	1,5	1,5	7,1	3,2	4,3	5,2	22,9	100
Electronique grand public	14,0	78,8	92,8	1,1	1,0	1,6	0,9	1,4	1,2	7,2	100
Energie, autres services concédés	20,9	14,0	34,9	1,6	0,5	20,4	4,5	33,4	4,6	65,1	100
Eq. électriques, électron, inf., médicaux	16,7	42,7	59,4	2,5	1,8	7,3	6,6	13,7	8,8	40,6	100
Machines, équipements mécaniques	21,9	39,8	61,8	2,5	1,2	13,1	10,7	4,8	6,0	38,2	100
Autres matériels de transport	21,3	15,2	36,5	0,0	0,9	24,0	12,9	9,1	16,6	63,5	100
Médicaments, cosmétiques	4,6	18,1	22,6	13,5	2,9	7,6	9,5	26,3	17,5	77,4	100
Métaux, trav. métaux, recyclage	23,3	42,4	65,7	5,9	7,4	4,9	8,4	4,1	3,7	34,3	100
Textile, habillement	65,3	28,1	93,4	0,4	0,0	0,7	2,9	0,5	2,1	6,6	100
Autres industries de base	26,8	33,2	60,0	1,9	0,6	9,0	7,3	12,6	8,5	40,0	100
Total Manufacturier	23,9	41,3	65,2	2,6	1,8	8,7	5,8	8,4	7,5	34,8	100
Autres services, comm. ou fin.	5,4	13,3	18,7	5,1	1,9	11,1	15,3	37,1	10,9	81,3	100
Conseil, ingéni., serv. aux entr.	5,5	17,9	23,4	4,3	3,7	18,6	13,1	30,7	6,3	76,6	100
Logiciels, prest. Inform.	8,0	32,4	40,4	4,3	2,0	7,6	10,0	27,7	8,0	59,6	100
Opérateurs télécoms, Internet	11,9	27,9	39,8	2,8	3,7	15,5	11,6	7,1	19,5	60,2	100
Transport, stockage, BTP	3,3	18,8	22,1	20,6	3,0	10,0	11,8	16,3	16,1	77,9	100
Total Services	6,1	20,9	26,9	7,3	2,7	12,5	12,6	27,4	10,5	73,1	100
Total	20,0	36,9	56,9	3,6	2,0	9,5	7,3	12,6	8,2	43,1	100

Source : AFII

2) Quant aux pays d'Europe de l'Ouest, ils présentent également des profils de spécialisation assez divers :

- Les îles Britanniques, qui accueillent 12,6 % des emplois, sont le plus nettement positionnées sur l'accueil d'activités tertiaires : services administratifs, centres d'appel, logiciels, autres prestations de services...

- Les pays du Sud de l'Europe (et notamment la péninsule ibérique), qui accueillent 9,5 % des emplois, sont davantage positionnés sur l'accueil d'activités manufacturières de main-d'oeuvre (automobile, autres matériels de transport), ainsi que dans les centres d'appel. A l'inverse, ils attirent une faible proportion d'activités de services ou de production à forte valeur ajoutée (médicaments,...). Ceci expose tout particulièrement cette région à la concurrence des pays de l'Est à faible coût de main d'oeuvre.

- Les pays du monde germanique (8,2 % des créations d'emplois) sont plus nettement positionnés sur des activités tertiaires supérieures (R&D, centres de décision...), certaines activités manufacturières à haute technologie (aéronautique, médicament) ainsi que sur des secteurs constituant des points forts traditionnels de la région (chimie...).

- Le Benelux (3,6 % des emplois créés) est assez fortement spécialisé sur la fonction logistique, ainsi que dans certains secteurs à haute valeur ajoutée, comme les médicaments.

- Les pays d'Europe du Nord (2 % des emplois créés) sont plus attractifs pour les activités tertiaires supérieures, les activités manufacturières à haute valeur ajoutée (biotechnologies ...) ainsi que sur certains de leurs points forts traditionnels (travail des métaux...).

- Enfin, la France (7,3 % des emplois créés) réalise de bonnes performances sur l'ensemble des activités tertiaires, ainsi que sur les industries agro-alimentaires et quelques secteurs industriels à moyenne et haute technologie, comme les machines, les médicaments, le matériel aéronautique.

CONCLUSION

L'exploitation des observatoires AFII permet de mettre en lumière l'ampleur de mouvement de restructuration géographique actuellement mis en œuvre par les firmes multinationales sur le continent européen. Celui-ci se traduit par une localisation privilégiée des grands sites de production manufacturiers à très forte intensité de main d'oeuvre dans les pays de l'est à bas coût salariaux. L'Ouest du continent, pour sa part, accueille toujours la majorité des projets liés aux fonctions tertiaires et aux industries de hautes technologies. Il s'agit de projets de taille unitaire nettement plus faible que pour ceux s'orientant vers les pays de l'Est, mais avec un contenu moyen en emplois qualifiés plus élevé.

Bibliographie indicative

Cnuced, 2006, *World Investment Report 2005, Transnational corporations and the internationalization of R&D*, Genève

Ernst and young, 2006, *European Investment Monitor*, 2006 report,

http://www.ey.com/global/content.nsf/International/REHC_-_European_Investment_Monitor

OCDE, 2001, *Mesurer la mondialisation*, Paris

OCDE, 2004, *International direct investment statistics yearbook, 1992-2003*

OCDE, 2005, *OECD Economic globalization indicators*, roneo, Paris Spee R. 2006, *IBM-PLI Global Investment Alert: results 2005*, roel.spee@be.ibm.com

Hatem F., 2006, *Rapport 2006 sur l'investissement international en Europe*, AFII/ La documentation française